

Étude sur les perceptions à l'égard de la transition énergétique et de l'abordabilité de l'énergie

Ressources naturelles Canada

Sommaire

Mars 2024

Préparé pour :

Ressources naturelles Canada

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Date d'octroi du contrat : le 12 décembre 2023

Date de livraison : mars 2024

Valeur du contrat (TVH incluse) : 116 243,10 \$

Numéro du contrat : CW2341464

Numéro de ROP : 098-23

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

nrcan.por-rop.nrcan@canada.ca

This report is also available in English.

Étude sur les perceptions à l'égard de la transition énergétique et de l'abordabilité de l'énergie**Sommaire**

Préparé pour Ressources naturelles Canada

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Mars 2024

Le présent rapport contient les résultats de 16 groupes de discussion ainsi que d'un entretien approfondi. Le groupe-conseil Quorus Inc. a réalisé ces activités du 29 janvier au 10 février 2024 auprès d'adultes vivant au Canada. Douze des 16 groupes de discussion ont eu lieu en ligne, et les quatre autres, ainsi que l'entretien approfondi, ont eu lieu en personne. Les groupes de discussion avaient une durée approximative de 90 minutes et les participants provenaient de toutes les régions du pays. Nous avons informé tous les participants que nous faisons cette recherche pour le compte du gouvernement du Canada. En tout, 104 personnes ont participé à cette enquête.

This publication is also available in English, under the title: Energy Transition and Energy Affordability Perceptions Study

Le présent document peut être reproduit uniquement à des fins non commerciales. Il faut obtenir une permission écrite au préalable auprès de Ressources naturelles Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à l'adresse : nrcan_por-rop.mcan@canada.ca

Ressources naturelles Canada
580, rue Booth
Ottawa (Ontario)
K1A 0E4

Numéro de catalogue :

M4-247/2024F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-70739-6

Publications connexes (numéro d'enregistrement : ROP 098-23) :

Numéro de catalogue M4-247/2024E-PDF (rapport final en anglais)

978-0-660-70738-9

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le ministre des Ressources naturelles, 2024



Attestation de neutralité politique

J'atteste, par les présentes, à titre de président du groupe-conseil Quorus, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la [Politique sur les communications et l'image de marque](#) et la [Directive sur la gestion des communications – Annexe C](#).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé :

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Rick Nadeau", is centered on a white rectangular background with a light gray grid pattern.

Le 1er mars 2024
Rick Nadeau, président
Le groupe-conseil Quorus Inc.

Résumé

Contexte et objectifs de la recherche

Ces dernières années, les gouvernements fédéral et provinciaux ont fait du développement d'une économie compétitive basée sur les énergies propres une priorité. En effet, la transition vers l'énergie propre et le passage plus large à une économie à faibles émissions de carbone représentent une occasion particulière pour le Canada d'étendre sa base manufacturière, de créer des emplois durables dans des industries à faibles émissions de carbone et d'atteindre ses objectifs climatiques, tout en offrant aux Canadiens une énergie plus sûre et plus abordable.

Les recherches sur l'opinion publique ont examiné les opinions des Canadiens sur la transition énergétique. Elles ont révélé que les Canadiens sont massivement favorables à l'énergie propre. Ils la considèrent comme une forme d'énergie plus abordable, plus durable et plus fiable que l'énergie produite à partir de combustibles fossiles. Cependant, certaines recherches¹ soulignent également l'incertitude des Canadiens sur ce que sera la transition énergétique dans les faits, quels seront les coûts de sa mise en œuvre et ce qu'elle pourrait vouloir dire pour leurs moyens de subsistance, notamment en matière d'abordabilité et d'emploi.

Dans le passé, Ressources naturelles Canada (RNCan) a mené des recherches quantitatives et qualitatives qui portaient en partie sur le point de vue des Canadiens concernant la transition énergétique et l'abordabilité de l'énergie.

La présente étude vise à mieux comprendre les processus de réflexion qui sous-tendent les perceptions des Canadiens dans le but d'éclairer Ressources naturelles Canada (RNCan) sur de possibles angles morts en matière de politique et de communication.

La recherche a porté sur des questions axées sur l'énergie, notamment :

- Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils informés au sujet de la transition énergétique au Canada?
- Comment la transition énergétique affecte-t-elle les Canadiens?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de la transition énergétique au Canada?
- Quels sont les possibilités et les défis de la transition énergétique au Canada?
- Comment le Canada gère-t-il actuellement la transition énergétique?
- Quelles sont les impressions des Canadiens en matière d'abordabilité de l'énergie?

¹ <https://abacusdata.ca/clean-energy-affordable-secure/>

- Quelles seront les répercussions de la transition énergétique sur l'abordabilité de l'énergie?

Méthodologie

Cette recherche a fait appel à 16 groupes de discussion avec des personnes au Canada (12 groupes en ligne et quatre groupes en personne) ainsi qu'à un entretien approfondi. Ces groupes de discussion ont eu lieu entre le 29 janvier et le 10 février 2024, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Alberta. Nous avons segmenté les groupes de discussion par région et par groupe d'âge. Chaque séance a duré environ 90 minutes. Nous avons informé tous les participants qu'il s'agissait d'une étude réalisée pour le compte du gouvernement du Canada. Au total, 104 personnes ont participé à cette étude et chaque personne a reçu un honoraire de 125 dollars pour sa participation.

Résumé des résultats de la recherche

Connaissance du thème de la discussion

La plupart des participants savaient ce que « transition vers l'énergie propre au Canada » signifiait, et certains d'entre eux pouvaient y associer des initiatives gouvernementales pertinentes.

Dans l'ensemble, le concept général d'une transition vers les énergies propres a reçu un large soutien, notamment que cette transition aurait des effets positifs sur la lutte contre les changements climatiques, sur l'amélioration de notre santé grâce à la réduction de la pollution et sur l'amélioration du sort des générations futures. Bon nombre d'entre eux considèrent cette transition importante personnellement, et la perçoivent aussi comme une priorité pour le Canada, voire pour le monde.

Préoccupations relatives à la transition vers une énergie propre

Bien que les participants aient considéré cette transition comme importante, ils ont également soulevé toute une gamme d'inconvénients ou de préoccupations. Les préoccupations les plus courantes concernent les coûts de cette transition. Ces préoccupations portaient principalement sur trois aspects :

- Le coût perçu de la production d'énergie issue de sources renouvelables, comme l'énergie éolienne, solaire, etc. Plusieurs pensaient que la mise en œuvre de nouvelles technologies pour alimenter le réseau énergétique entraînerait des coûts importants.
- Le coût perçu pour le consommateur moyen, à qui l'on demanderait apparemment de passer au véhicule électrique à un moment où on considère ces véhicules comme très

dispendieux et d'une capacité limitée pour répondre aux besoins diversifiés de la population canadienne.

- Le coût perçu pour le consommateur, puisque plusieurs pensent que leur facture d'énergie sera plus élevée si l'approvisionnement vient des nouvelles technologies, du moins à court terme.

Certains participants se soucient également du risque associé à la transition de la production d'énergie vers ce que certains considèrent comme des technologies non éprouvées. Plusieurs se disaient préoccupés par la transition vers les véhicules électriques qui restent déficients à bien des égards (p. ex., autonomie sur de longues distances, le froid, le manque de bornes de recharge, le coût élevé d'une batterie de remplacement, les répercussions environnementales de la fabrication des batteries, etc.). Quelques participants s'inquiétaient aussi des pertes d'emplois associées à une transition qui délaisse les combustibles fossiles, une préoccupation plus marquée dans des régions telles que l'Alberta et certaines régions rurales des Prairies.

Enfin, quelques participants s'interrogeaient sur les répercussions réelles d'une telle transition qu'un pays comme le Canada pourrait avoir sur les changements climatiques et se sont dits inquiets des coûts importants que le pays et les Canadiens pourraient devoir assumer en vain.

Points de vue sur le rythme et les progrès réalisés

Les participants ont exprimé des réactions mitigées sur le rythme et les progrès réalisés. Plusieurs avaient l'impression que le Canada en a fait trop peu pour lutter contre les changements climatiques jusqu'à présent. De nombreuses personnes disaient avoir de la difficulté à identifier des mesures spécifiques prises, sauf de fixer des cibles. Elles ont donc l'impression que le Canada n'est pas en bonne voie de réaliser cette transition, ni sur aucune voie d'ailleurs, et que la transition prenait trop de temps.

D'autres percevaient que le manque de clarté dans la planification, jumelé à des cibles ambitieuses, comme une source d'inquiétude. Les engagements les plus récents en faveur de la carboneutralité, ainsi que les manchettes sur l'élimination progressive des nouvelles voitures à essence d'ici 2035, leur font craindre que la transition vers l'énergie propre soit trop ambitieuse ou trop agressive. Même s'ils sont en faveur de la transition, ils ont le sentiment qu'elle doit se faire correctement et au bon rythme, sans quoi le Canada perdra trop d'emplois trop rapidement, dépensera trop d'argent trop tôt et prendra trop de risques avec ce qu'ils perçoivent comme une nouvelle technologie. Ces participants ont également soutenu que les défis qu'ils rencontrent actuellement par rapport au coût de la vie ne constituent pas la toile de fond idéale pour ce genre de pression.

Certains participants ont évoqué le fait que les provinces semblent progresser à des rythmes différents, et que collaboration nécessaire à la création d'un plan national cohérent semble faire défaut. Certaines réglementations provinciales limitent ou interdisent la revente de l'énergie inutilisée au réseau. Ceux qui souhaitaient aller de l'avant avec certains changements qui favoriseraient la transition vers les énergies propres y voient là un frein. Par ailleurs, la recherche a dévoilé que certaines mesures offertes par les entreprises de services publics, comme des thermostats gratuits ou des remises sur les audits énergétiques, avaient motivé quelques participants à adopter des technologies écoénergétiques. Certains avaient pris connaissance de ces programmes directement sur leur facture d'énergie.

Lorsqu'on leur a demandé quelles mesures particulières le Canada avait prises pour soutenir la transition vers l'énergie propre, ils ont le plus souvent mentionné les mesures suivantes :

- Le Canada s'est fixé des cibles de réduction des émissions qui, bien que nécessaires, sont inutiles sans plan d'action concret.
- Il y a plus de véhicules électriques qui circulent sur les routes.
- Certains connaissaient les programmes fédéraux qui aident les propriétaires à adopter l'énergie propre (en particulier les thermopompes) et à soutenir les efforts de rénovation de leur maison pour la rendre plus écoénergétique.

Même si les participants connaissaient certaines mesures, plusieurs d'entre eux trouvaient qu'en l'absence d'un plan d'action clair ou d'une « feuille de route » qui présente le calendrier des différentes mesures pour atteindre les cibles et les résultats souhaités, ils n'étaient pas convaincus que le Canada atteindrait les cibles et réaliserait de réels progrès.

Interrogés sur leur propre contribution à la transition vers les énergies propres et aux efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique, presque tous les participants ont pu citer au moins quelques mesures qu'ils avaient prises ou qu'ils mettaient régulièrement en pratique. Dans chaque groupe, quelques propriétaires avaient rénové leur maison pour la rendre plus écoénergétique, notamment remplacer des fenêtres, améliorer l'isolation, etc. Quelques personnes avaient aussi installé une thermopompe. La plupart des participants utilisent des « pratiques exemplaires » régulièrement pour économiser l'énergie, dont le contrôle de la température, éteindre les lumières, acheter des appareils électroménagers et des ampoules écoénergétiques, etc. Si certains ont entrepris ces rénovations et adopté ces comportements parce que c'est « bon pour l'environnement », plusieurs cherchaient aussi à réduire leurs factures d'énergie à court et à long terme. Les participants ne semblaient pas établir le lien entre ces mesures et le soutien direct à la transition vers une énergie propre.

Transition vers l'énergie propre et gouvernement

La plupart des participants s'entendent que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la transition vers l'énergie propre. Parmi les rôles couramment proposés, on remarque :

- Établir une vision claire et un plan concret pour atteindre les cibles souhaitées.
- Soutenir et encourager les citoyens grâce à des programmes, des remises et des mesures incitatives afin qu'ils puissent apporter des changements à leurs logements et à leur mode de transport.
- Financer la grande partie de la transition, comme avec des taxes sur le carbone (tout particulièrement en taxant les grandes entreprises qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre).
- Collaborer avec la communauté mondiale.
- Assurer la coordination avec les provinces pour que nous puissions tous avancer.
- Sensibiliser les Canadiens, leur communiquer un plan d'action concret, leur expliquer comment ils peuvent participer à la transition et de quelle manière on pourra en mesurer les progrès.
- Soutenir le développement et la mise en place d'infrastructures qui reposent sur l'énergie renouvelable.
- Trouver des marchés et des utilisations pour les combustibles fossiles du Canada.

Les participants ont pris connaissance d'une liste d'exemples d'initiatives et de programmes récents mis en place par le gouvernement pour soutenir la transition vers l'énergie propre. Dans l'ensemble, les participants ont bien accueilli ces genres d'initiatives et de programmes, sauf qu'ils les connaissaient peu. Les mieux connus semblaient être la subvention canadienne pour des maisons plus vertes (surtout en ce qui a trait à l'installation de thermopompes) et les remises pour les véhicules à émission zéro. Les participants avaient également entendu parler de la construction d'usines de fabrication de batteries et de véhicules à émission zéro.

Les participants ont également soulevé quelques préoccupations relativement aux initiatives, notamment :

- Il n'y a pas réellement de soutien pour les locataires.
- Il n'y a pas réellement de soutien pour les personnes qui ne possèdent pas de véhicules, parce qu'elles n'en veulent pas, ou qu'elles ne peuvent se le permettre.

- De manière générale, les initiatives semblent privilégier les ménages les mieux nantis – soit ceux qui peuvent s’acheter une maison, qui peuvent payer des rénovations, et/ou qui peuvent se procurer un véhicule électrique.
- La perception d’un favoritisme régional de certaines initiatives, comme la construction d’usines qui ne semble se produire qu’en Ontario. Ils ont aussi relevé la faible viabilité des thermopompes et des véhicules électriques dans plusieurs régions du pays (p. ex., les régions rurales et éloignées, les régions où il fait très froid, etc.)

Dans l’ensemble, la principale préoccupation revenait au coût, plusieurs expliquant que les remises ou les mesures incitatives ne couvriraient qu’une partie du coût total et que les consommateurs devaient payer le reste. Certains estimaient que le gouvernement fédéral devrait prendre en charge une plus grande partie du coût de l’installation des thermopompes, des panneaux solaires, des fenêtres écoénergétiques, etc.

Les participants ont généralement admis que le public n’est pas suffisamment sensibilisé à ce genre de programmes et d’initiatives. Ils suggèrent au gouvernement fédéral d’utiliser davantage les réseaux sociaux, les communiqués de presse, les médias de masse, la publicité par le biais des détaillants en produits et services de rénovation, la diffusion d’informations par le biais de l’Agence du revenu du Canada et des fournisseurs d’énergie locaux et régionaux.

L’animateur a exploré un autre genre de prêt à la rénovation. Il a expliqué aux participants qu’ils pourraient utiliser les économies d’énergie réalisées grâce à ces rénovations pour rembourser le prêt consenti. Certains participants, surtout les jeunes propriétaires, pensaient que cette mesure leur permettrait d’entreprendre des travaux de rénovation plus facilement. D’autre part, certains, dont les personnes plus âgées, ont manifesté moins d’intérêt pour ce genre de programme, car ils étaient peu convaincus du montant des économies qu’ils pourraient réaliser sur leurs factures d’énergie. Le manque d’attrait portait aussi sur l’investissement initial important (qu’ils ne peuvent se permettre) et les économies qui ne se matérialiseront que dans un avenir lointain.

Quelques groupes ont discuté des avantages et des inconvénients d’un endettement accru du gouvernement canadien pour financer la transition énergétique afin d’éviter des coûts plus élevés liés aux effets des changements climatiques. Certains estimaient que ce genre de coût s’avère difficile à déterminer ou jugeaient irresponsable que le gouvernement s’endette davantage pour quelque raison que ce soit. Par ailleurs, l’argument que des recherches montrent que le gouvernement dépenserait plus pour les répercussions des changements climatiques que pour la transition énergétique s’il ne fait pas plus pour les freiner, en a convaincu certains qu’il était logique d’avoir une vision à long terme et de s’endetter à court terme.

Abordabilité de l'énergie

Le coût de l'énergie est une préoccupation constante pour de nombreux participants, en particulier pour les ménages à faible revenu. Plusieurs d'entre eux ont adopté des pratiques d'économie d'énergie dans le but précis de réduire leur facture. Même si peu de participants savent comment l'abordabilité de l'énergie se compare d'une province à l'autre, la plupart s'entendent que les coûts de l'énergie sont assez élevés et qu'ils ne souhaitent pas qu'ils s'accroissent.

Les participants comprennent peu ce qui pourrait expliquer le niveau élevé ou l'augmentation de leurs factures d'énergie. Plusieurs ont convenu que « tout coûte plus cher » et que l'augmentation de leur facture d'énergie ne les surprenait donc pas. Certains pensent aussi que leur facture d'énergie a grimpé parce que leur consommation a grimpé au fil des ans. Dans certaines régions, comme au Nouveau-Brunswick, certains ont attribué les factures élevées à la mauvaise gestion des services publics, tandis que dans d'autres régions, les participants jugent qu'il s'agit de frais fixes intégrés dans leurs factures et liés à l'administration et/ou au transport. Quelques personnes ont avancé que c'était en raison de la « taxe carbone ».

À quelques exceptions près, les participants n'ont pas eu le réflexe d'associer la manière de produire leur énergie à l'abordabilité de l'énergie dans leur province. Lorsque nous avons présenté un scénario aux participants dans lequel la production d'une plus grande partie de l'énergie de leur province provenait de sources renouvelables, peu d'entre eux ont semblé croire que cela se traduirait par une réduction des factures d'énergie. En fait, bon nombre d'entre eux pensent que les nouvelles méthodes de production d'énergie, telles que l'énergie solaire, éolienne, etc. coûtent plus cher que les sources d'énergie actuelles. Certains ont émis l'hypothèse qu'il se peut que les coûts de l'énergie soient plus élevés à court terme en raison des coûts liés à la mise en œuvre de ces nouvelles technologies, mais que les coûts diminueraient avec le temps étant donné qu'il s'agit d'une source d'énergie renouvelable. À l'inverse, d'autres prédisaient que puisque les entreprises de l'énergie tiennent à faire des profits, elles ne diminueraient pas les factures.

En dernière analyse, les avis demeuraient partagés sur la question de savoir si une transition vers l'énergie propre se traduirait par une réduction des factures d'énergie pour les Canadiens.

Principales conclusions

- Les participants se sont montrés très favorables au passage à une énergie propre, en particulier pour lutter contre les changements climatiques.
- Les coûts de cette transition ont préoccupé les participants qui, dans de nombreux cas, se voyaient devoir en assumer une grande partie (p. ex., l'augmentation des coûts de l'énergie)

et qu'ils préféreraient que le gouvernement fédéral finance un segment plus important de la transition.

- Les « nouvelles technologies », telles que les véhicules électriques, ont également soulevé des préoccupations. Certains les qualifiaient d'impossibles dans leur région en raison des températures froides, du manque d'infrastructures et de la durée de vie des batteries.
- Nombreux sont ceux qui estiment que le Canada prend des mesures dans la bonne direction (p. ex., en fixant des cibles), mais ils considèrent que les changements réels prennent trop de temps et qu'il n'y a pas de plan d'action concret.
- Les remises et les mesures incitatives offertes par le gouvernement fédéral ont suscité un certain intérêt et un certain soutien, mais les participants ont aussi exprimé certaines préoccupations, notamment :
 - Le manque de soutien aux ménages à revenus faibles et moyens, aux locataires et à ceux qui ne veulent pas posséder un véhicule ou qui n'ont pas les moyens d'en acheter un.
 - Malgré les remises, les particuliers estiment qu'ils auraient à faire face à des coûts initiaux importants pour de nombreuses rénovations domiciliaires et pour les véhicules électriques.
 - L'équité régionale (p. ex., la faible viabilité des thermopompes et des véhicules électriques dans les régions froides).
 - La méconnaissance des différents programmes fédéraux.
- La perception générale est que les coûts de l'énergie augmentent, ce qui est une préoccupation particulièrement pour les ménages à faible revenu.
 - Les participants connaissaient peu les raisons de ces augmentations de coûts et les associaient généralement à l'inflation.
 - Beaucoup ne savent pas si les sources d'énergie propre mèneraient à une augmentation ou à une diminution des prix de l'énergie.

Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative vise à recueillir des points de vue et à trouver une orientation plutôt que des mesures quantitatives qu'on peut extrapoler. Le but n'est pas de générer des statistiques, mais d'obtenir l'éventail complet des opinions sur un sujet, comprendre le langage utilisé par les participants, évaluer les niveaux de passion et d'engagement, et exploiter le pouvoir du groupe pour stimuler les réflexions. Nous encourageons les participants à exprimer leurs opinions, peu importe si les autres partagent ces opinions ou non.

En raison de la taille de l'échantillon, des méthodes de recrutement utilisées et des objectifs de l'étude, il est clair que la tâche en question est de nature exploratoire. Les résultats ne peuvent être extrapolés à une plus vaste population, pas plus qu'ils ne visent à l'être.

Plus particulièrement, il n'est pas approprié de suggérer ni de conclure que quelques (ou de nombreux) utilisateurs du monde réel agiraient d'une façon uniquement parce que quelques (ou de nombreux) participants ont agi de cette façon au cours des séances. Ce genre de projection relève strictement de la recherche quantitative.

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Numéro du contrat : CW2341464

Date de l'octroi du contrat : le 12 décembre 2023

Valeur du contrat (TVH incluse) : 116 243,10 \$

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada : nrcan.por-rop.nrcan@canada.ca